

# **POLITIQUE GENERALE-AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

## **GROUPE DES ELUS COMMUNISTES**

---

**Conseil régional**  
**Réunion du 26 et 27 juin 2008**

### **Intervention d'Eric Berroche** **Déclaration de politique générale**

Monsieur le Président, Cher(e)s collègues,

Mardi 17 juin, le Président de la République a explicité le Livre blanc sur la défense et la sûreté nationale.

Au nom de l'adaptation et de la modernisation de nos armées, il a défini de nouvelles priorités stratégiques et technologiques qui impliqueront une réduction des effectifs touchant 57 000 civils et militaires.

Dans notre région, les syndicats et de nombreux élus ont exprimé leurs inquiétudes sur les conséquences de ces choix.

Le Ministre de la défense, inspiré par un argument dont la récurrence nous est désormais familière, a indiqué, en substance que l'armée n'avait pas vocation à aménager le territoire.

Ces temps derniers, en Bretagne particulièrement, d'autres Ministres nous ont servi les mêmes litanies à propos des hôpitaux, des tribunaux, des services publics...

Et toujours nous est restituée la même rengaine sur la modernité et l'ambition de leurs réformes, leurs vertus pour les finances publiques...

Qu'il nous soit tout de même permis, sur l'un ou l'autre de ces sujets, de ne pas nous en tenir à cette pédagogie primaire.

Ainsi, sur la réforme des armées et ses conséquences annoncées au début du mois de juillet, nous serons attentifs aux préoccupations des personnels militaires et civils, en particulier de Brest et de Lorient.

Mais surtout, au fond, nous réfutons une stratégie qui s'inscrit pleinement dans un alignement total sur la position des Etats-Unis avec l'intégration au sein de l'Otan.

Ainsi, concernant les hôpitaux en Bretagne, même si nous réjouissons de la décision du Tribunal administratif à propos de l'hôpital de Carhaix, nous continuons de dire que, sur ce sujet, nous contestons la forme, une méthode qui mêle l'autoritarisme, le mépris des élus, l'insincérité et la provocation.

Ce n'est pas acceptable.

Et voyez-vous, si les Français sont très attachés à leur système de soins et de protection sociale, ils ne refusent pas les réformes pour l'améliorer.

Mais, à juste raison, ils donnent du contenu aux mots "modernisation" et "ambition" et fixent quelques exigences en matière de solidarité, d'équité et d'efficacité.

Cela suppose de réfuter la thèse et les actes visant à accréditer l'idée que la santé est d'abord une dépense qu'il faut réduire.

Mais, surtout, nous devons obtenir que s'ouvre enfin un débat sérieux sur les financements de nos systèmes de soins et de protection sociale.

Faute de le mener, nous subirons, à Carhaix et ailleurs en Bretagne, d'autres décisions catastrophiques pour les hôpitaux de proximité et pour l'égalité du droit d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire régional.

Les dernières provocations du Gouvernement sur le déremboursement des médicaments confirment cette nécessité, sinon à Carhaix ou ailleurs, nous serons toujours sur la défensive.

Or, il y a besoin de reposer des contenus progressistes pour notre politique de santé et nos systèmes de protection sociale.

On trouve bien de l'argent public pour financer une clinique chirurgicale privée dans le secteur de Saint-Brieuc qui, entre autres conséquences, fragilisera le pôle de soins situé à Guingamp.

Tout ceci n'est ni juste ni efficace.

Elle devrait, à notre sens, permettre de traiter plus sérieusement la question des hôpitaux mais également d'élargir le débat sur l'ensemble de la problématique de la santé en Bretagne, cela en s'appuyant sur les élus, les syndicats, les usagers...